

L'Empire des Français
1799-1815

Du même auteur

Gendarmes et policiers dans la France de Napoléon
Service historique de la gendarmerie nationale, 2002

La France rébellionnaire
Les résistances à la gendarmerie (1800-1859)
Presses universitaires de Rennes, 2008

Servir Napoléon
Policiers et gendarmes dans les départements annexés (1796-1814)
Champ Vallon, 2012

AURÉLIEN LIGNEREUX

L'Empire des Français

1799-1815

Histoire de la France contemporaine

1

ÉDITIONS DU SEUIL
25, bd Romain-Rolland, Paris XIV^e

Ce livre est publié dans la collection
L'UNIVERS HISTORIQUE

ISBN 978-2-02-100083-2

© Éditions du Seuil, octobre 2012

Le Code de la propriété intellectuelle interdit les copies ou reproductions destinées à une utilisation collective. Toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite par quelque procédé que ce soit, sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants cause, est illicite et constitue une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

www.seuil.com

Extrait de la publication

Avant-propos

Une histoire du Consulat et de l'Empire est-elle possible ? Formulée de façon aussi abrupte, la question prête à sourire. À parcourir les rayons des livres d'histoire des librairies, grandes et petites, au sein desquelles Napoléon et ses hommes ne cèdent la tête des présentoirs qu'à la Seconde Guerre mondiale et à ses drames ou à la guerre d'Algérie et à sa mémoire, on en vient plutôt à se demander si une histoire napoléonienne est encore faisable compte tenu de l'état pléthorique de la bibliographie. La boutade de Jean Tulard est devenue classique : nul n'ignore qu'il existe davantage de livres sur Napoléon et son temps qu'il ne s'est écoulé de jours depuis sa mort. Rien de lui n'est méconnu, depuis l'enfance corse jusqu'à la vieillesse prématurée à Sainte-Hélène : le moindre de ses propos est répété de Mémoires en bréviaires, chaque mot qu'il a dicté est scrupuleusement édité, tous ses pas sont relevés pour reconstituer au jour le jour son itinéraire. L'engorgement du champ biographique n'exclut pas l'originalité des voies d'accès puisque les perspectives psycho-sociales, la relecture culturelle ou le portrait politique ont su mettre en lumière toutes les facettes du personnage, y compris ses doubles imaginaires (les Napoléon des thuriféraires et des caricaturistes), y compris son ombre légendaire (les Napoléon du peuple, des poètes et des cinéastes).

Une telle focalisation laisse encore une place, au fil des dictionnaires, aux 2 000 combats livrés de 1796 à 1815 et à nombre de ses contemporains, surtout s'il s'agit d'hommes, s'ils

ont porté des épaulettes ou dirigé quelque administration : les 32 ministres, les 184 sénateurs, les 119 membres de la Cour des comptes, les 121 conseillers d'État, les 74 maîtres des requêtes, les 435 auditeurs, les 177 diplomates, les 43 régents et censeurs de la Banque de France, les 190 receveurs généraux des finances, les 306 préfets, les 26 maréchaux, les 2 232 généraux et amiraux de la Révolution et de l'Empire, les 1 531 colonels, les 194 capitaines de vaisseaux, les 107 commis ou inspecteurs devenus directeurs des douanes, les 92 évêques nommés entre 1802 et 1808 ainsi que les 250 vicaires généraux ayant officié de 1802 à 1814, mais aussi les 312 dirigeants du Grand Orient de France, les 48 chimistes et jusqu'aux 516 officiers charentais de la Grande Armée, sans oublier les 461 officiers du train des équipages, les 1 537 ou les 2 711 officiers, sous-officiers et soldats tués ou mortellement blessés à Austerlitz ou à Eylau, ni les 5 739 hommes de la Garde perdus en 1814. La liste est d'autant plus vertigineuse que sont également fichés 202 869 médaillés de Sainte-Hélène, soit les vétérans encore en vie en 1857, et que les 100 000 notables napoléoniens ont aussi droit à une notice, du moins ceux des 55 départements étudiés à ce jour.

Riche de près de 3 600 articles, le *Dictionnaire Napoléon* a lancé ce mouvement d'érudition. L'ampleur panoramique de ce monument lui confère le charme insolite des miscellanées : si batailles, généraux et préfets y défilent en colonnes serrées, on n'ignore rien non plus des 173 combats maritimes isolés, qui font tous l'objet d'une présentation particulière, ni des coiffures, ni des parfums. La bibliographie récente a sorti de l'ombre les oubliés, à l'instar des républicains réprouvés – les Antonelle, Bazin, Dufaure, Lindet ou Metge –, à la faveur de la reconquête par les historiens de la Révolution d'une période que Jean Tulard avait constituée en domaine autonome. Pour compléter l'inventaire, on pourra recourir aux 10 000 titres en langue française que répertorient Roger Martin et Alain Pigéard dans leur *Bibliographie napoléonienne*. La redondance est souvent la rançon de pareille abondance, comme en témoignent les questions dérivées du *Mémorial de Sainte-Hélène* (le rapport de Napoléon à la Révolution, à la guerre ou aux nationalités),

quelque peu académiques désormais. Il n'empêche que des chantiers s'achèvent, à l'exemple du bilan de la vente des Biens nationaux dressé par Bernard Bodinier et Éric Teyssier, tandis que l'accumulation des savoirs, l'exploitation d'archives inédites (correspondances, journaux intimes) et de nouvelles interrogations (le comportement des sociétés en guerre) justifient des réécritures, telles que la *Nouvelle Histoire de la campagne de la Russie* que livre Marie-Pierre Rey à l'occasion du bicentenaire de 1812. Force est d'admettre que la nécessité d'une synthèse est proportionnelle à cette somme de connaissances, ce à quoi s'essayaient de façon innovante de récents atlas, ainsi que plusieurs ouvrages généraux. L'exercice n'a toutefois de vraie utilité que s'il est résolument pensé dans son actualité.

C'est revenir à la question initiale. S'interroger sur la possibilité d'une histoire napoléonienne prend tout son sens dès lors que l'on glisse de la mesure brute de la bibliographie à un bilan historiographique plus exigeant. De fait, la richesse du patrimoine des études napoléoniennes dissimule mal la pauvreté des problématiques. À la fois plébiscitée par un large public et dédaignée par l'histoire universitaire, la période a longtemps constitué un champ clos où se perpétuaient des postulats méthodologiques indéniablement vieillissés. De là des biographies aux confins de la petite histoire, une histoire-bataille en surplomb du champ de bataille, le soin porté sur la forme au détriment du fond en maints beaux livres dont les couvertures dorées rivalisent avec les dorures des maréchaux. De là encore des polémiques politiques relancées à chacune des fièvres hexagonales. De là enfin une histoire événementielle qui perd sa raison d'être lorsque les batailles dites décisives se succèdent par dizaines, lorsque le moindre déplacement de Napoléon fait événement et lorsque ce dernier veille à faire de chaque décision un événement. Bref, autant de traits, voire de tares, qui ont pu caractériser l'historiographie napoléonienne mais dont Natalie Petiteau a su restituer l'intelligibilité par le rappel des enjeux propres au contexte d'écriture.

Des tentatives de rupture ont bousculé un tel conformisme. Dès 1969-1970, un moment structuraliste s'est dessiné, comme

en pied de nez au bicentenaire de la naissance de Napoléon, délaissant sa statue au profit des masses de granit qui la supportent. Cette histoire sociale et économique peine cependant à s'ancrer. Son refus de la narration et l'aridité de ses outils malmenent les attentes d'un auditoire traditionnel ; surtout, les quinze ans de l'épisode s'avèrent impropres à la saisie de phénomènes qui ne se dégagent que dans une durée plus longue. Le souci d'une histoire dépersonnalisée demeure, mais celle-ci, dépourvue par la suite de l'ambition sérielle, se confine alors à l'évocation de la vie quotidienne sous (sans) Napoléon. Enclines au pittoresque, ces études relèvent davantage de chemins buissonniers que des « voies nouvelles » que traçaient en 2003 les historiens réunis à l'initiative de Natalie Petiteau, afin de privilégier d'autres approches que celles, institutionnelles ou factuelles, qui sont aussi fréquentées que l'était la route impériale de Paris à Mayence. Seules certaines pistes ont été suivies depuis. Portées par la dynamique générale des relectures culturelles, elles n'en ont pas moins relancé l'approche des trois piliers de la période : la propagande, l'administration et la guerre. De fait, la communication du régime ainsi que les ressorts artistiques ou scientifiques de sa domination alimentent un décryptage renouvelé de l'emprise des signes et des savoirs napoléoniens. Qu'il s'agisse de faire ressortir la méthode et la logique des experts délégués dans les territoires conquis pour y importer une législation française érigée en modèle, de démonter les rouages du ministère de l'Intérieur ou de démystifier les polices du régime, l'approche de l'État napoléonien s'est, elle aussi, défigurée. De même, les historiens de l'Empire cherchent à en retrouver les guerres, à l'imitation de ceux de 1914-1918, et non sans céder à la tentation d'importer des concepts forgés au feu du ^{xx}e siècle plutôt que d'inventer des notions moins anachroniques. Cette difficulté à mettre en mots la singularité de la période napoléonienne signifie-t-elle que cette dernière ne parle plus guère pour elle-même ?

Voilà qui, de nouveau, ramène au point de départ : une histoire actuelle du Consulat et de l'Empire est-elle possible ? La persistance de son succès éditorial tient du trompe-l'œil :

la séduction qu'elle opère relève précisément de la nostalgie pour des valeurs révolues ou du goût pour une littérature du dépaysement. Il suffit de constater le regain d'intérêt pour les Mémoires et les souvenirs, mêlés aux ouvrages des historiens sur les présents. La reculade des autorités de la République en décembre 2005, au moment du bicentenaire d'Austerlitz, a du moins montré que la commémoration officielle de la période est devenue impossible. À force de présentisme, l'improbable télescopage entre les débats sur le rétablissement de l'esclavage sous le Consulat et la situation contemporaine des Noirs en France, les émeutes des banlieues et les tensions mémorielles, a réveillé l'anti-bonapartisme d'une République qui, depuis la célébration de 1989, veut être celle des Droits de l'homme. Que Napoléon, issu d'une « famille demi-africaine » aux dires de Chateaubriand dans l'édition initiale du *De Buonaparte, des Bourbons*, ait lui-même fait figure d'immigré n'y change rien. Ce ne sont là que quelques usages contemporains de l'Empereur. Du reste, cette tendance à le revêtir d'« habits neufs », tels que ceux que recensait Jacques-Olivier Boudon au début de la présidence de Nicolas Sarkozy, ne fait que prolonger le moteur de la fortune posthume de Napoléon, celui de porter par sa personnalité complexe les interrogations et les obsessions de la génération qui l'étudie.

L'anachronisme n'est cependant pas une fatalité. À condition de savoir se contenter de résonances, la période napoléonienne peut faire écho aux questionnements actuels. Comment écrire « une histoire de France possible pour notre temps ? » se demandait il y a peu Dominique Borne. Et d'y répondre par le pluriel d'*Histoires de France*, attentives à l'entrecroisement du politique, de l'économique et du culturel, à la simultanéité des registres de temporalité et des identités, afin de mettre en garde contre la reconstruction d'une histoire linéaire et univoque. Assurément, un tel programme est en mesure de réviser en profondeur l'histoire du moment napoléonien, à commencer par réserver une vraie place aux femmes. L'appel à une histoire de France déployée vers l'extérieur, vers l'Europe tout d'abord, hors de laquelle il n'est pas précisément d'histoire de

France, et même vers le monde, est d'autant plus facile à satisfaire que la chance de l'ère napoléonienne est d'être pleinement européenne et que son histoire s'écrit plus que jamais dans toutes les langues. Là encore, la fascination ancienne qu'exerce la figure de l'Empereur par-delà les frontières et les mers s'ouvre à la conscience d'une expérience partagée et matricielle pour l'Europe de l'Ouest, au cours des *French Wars*, du *decennio francese* ou de la *Franzosenzeit*, et à l'intérêt que suscite plus généralement le dessein expansionniste, conjointement impérialiste et universaliste. En témoigne le succès d'expositions qui, si elles restent centrées sur Napoléon, proposent de son œuvre un bilan contrasté, à rebours des versions édulcorées, à l'exemple de *Bonaparte et l'Égypte. Feu et lumières* (Institut du monde arabe/musée des Beaux-arts d'Arras, 2008-2009) ou du clair-obscur de *Napoleon und Europa. Traum und Trauma (Le Rêve et la Blessure)*, Bundeskunsthalle de Bonn, 2010-2011). Toutes deux interrogent le choc de la modernité conquérante et les contradictions du rapprochement forcé des peuples. D'ailleurs, si le premier empire colonial s'effondre sous Napoléon, n'est-ce pas cependant sous sa domination et sur le sol même de l'Europe que s'échafaudent, à suivre Michael Broers, les bases culturelles du nouvel impérialisme du XIX^e siècle ?

Reste un problème : est-il possible d'inscrire cette histoire napoléonienne, qui n'est plus exclusivement française, au sein d'une histoire de France ? Telle est la quadrature du cercle inhérente à l'Hexagone, dont l'histoire ne peut plus désormais ignorer la dimension européenne ni ses outremer. Écrire une histoire franco-allemande constitue une solution ; privilégier les approches comparées ou connectées en est une autre. Entreprendre une histoire de France ouverte à toutes les alternatives est celle qui sera ici privilégiée. Si l'histoire contemporaine de la France peut débiter avec celle du moment napoléonien, c'est non seulement parce qu'une armature institutionnelle durable est mise en place – des préfets aux lycées, du Conseil d'État à la Cour des comptes –, mais aussi parce que l'échec du projet impérial ne laisse plus

au pays que la voie nationale en 1815. De même que, sur le plan politique, le régime a été à la fois une république et une monarchie, de même, dans son envergure territoriale et son identité, la France a été à la fois une nation et un empire. Cette dimension est si méconnue qu'en 1972 la «Nouvelle Histoire de la France contemporaine» dissociait les aspects intérieurs et extérieurs. S'il importe de les ressouder, ce n'est pas uniquement parce qu'à l'évidence les deux champs interagissent, ni parce que l'expansion entraîne toute une génération qui a vécu, voire voulu l'empire, et ne saurait donc être le fait ou la chimère du seul Napoléon ; c'est surtout parce que la France et son empire ne peuvent plus être étudiés séparément : la catégorie de la nation est à repenser en plaçant le centre et ses périphéries dans le même champ d'analyse.

Il existe désormais, grâce à Thierry Lentz, une *Nouvelle Histoire du Premier Empire*, mais on ne dispose toujours pas d'une (nouvelle) histoire impériale. Ouvrage de synthèse inscrit dans une série, le présent volume a pour premier objectif de redimensionner et d'actualiser la masse des acquis, mais il entend aussi anticiper sur une histoire qui reste à faire, c'est-à-dire amorcer l'*imperial turn* du Premier Empire, encouragé en cela non seulement par la manière dont des historiens, anglo-saxons notamment, revisitent la période, mais encore par la *New Imperial History* des outremers britanniques. Certaines interrogations sur la situation impériale (la circulation des hommes, la confrontation des savoirs, les relations de genre ou de race) et jusqu'à son problème central – le façonnement des identités –, semblent être transposables au domaine français, sous réserve d'un vigilant travail de mise en contexte et à condition de garder le sens des proportions, étant entendu que vingt ans de domination française sur le continent sont peu de chose en comparaison de la dimension mondiale et séculaire de l'Empire britannique. Une nouvelle histoire de la France napoléonienne devient possible, pour peu que l'on ne tienne plus pour impossible sa mue impériale. Nullement assimilable aux hypothèses d'une histoire contrefactuelle, cette démarche conduit au contraire à prendre enfin en considération les

traces laissées par une expérience inachevée mais qui n'en a pas moins existé. S'il est bien possible que la masse des Français n'ait guère eu conscience de cet empire et que la majorité des élites n'y ait pas cru, la mutation impériale de la nationalité française justifie à elle seule d'esquisser cette histoire.

PREMIÈRE PARTIE

Les moments napoléoniens

Écrire une histoire de la période napoléonienne en récusant absolument la focalisation sur Napoléon reviendrait à réitérer l'expérimentation littéraire d'un Georges Perec – livrer tout un roman privé de la lettre *e* : cette disparition-là aurait le mérite de dépersonnaliser le récit historique et même d'y mettre fin, mais cette histoire authentiquement nouvelle, en rupture avec les conventions de la théorie classique de l'action, n'aurait sans doute d'autre postérité que conceptuelle. Même adossée aux forces profondes qui pèsent sur les relations internationales, la géopolitique du XIX^e siècle naissant ne peut s'écrire sans faire de Napoléon le sujet de ses verbes ; même une histoire intime des populations ne peut se détacher tout à fait de celui qui a donné son nom au Code civil. L'approche structuraliste initiée au tournant des années 1960-1970 ne s'est pas risquée à pareille gageure, mais elle s'est plus efficacement attachée à rompre avec la chronique et le biographisme, à normaliser l'épopée en « épisode » pour le réinscrire dans le temps long, à l'exemple du volume que Louis Bergeron lui consacrait dans la « Nouvelle Histoire de la France contemporaine ».

Depuis, le renouveau de l'histoire politique appelle à réévaluer une période qui a été qualifiée de temps mort, en considérant désormais le flot de discours et d'images patronnés par le pouvoir comme constitutif d'une culture. La trame chronologique retrouve sa légitimité en ce qu'elle s'avère la plus apte à rendre compte des mues d'un empire *en mouvement*, selon le

maître-mot de Thierry Lentz, qu'il s'agisse de l'évolution du système continental ou de la transition entre la rénovation républicaine du Consulat et la monarchie inédite qu'est l'Empire. S'y livrer ne signifie pas que l'on perpétue une approche fataliste, sur le mode du *rise and fall* – de l'avènement au couronnement, du rayonnement à l'effondrement –, mais c'est, au contraire, défaire de l'intérieur les lectures imposées en restituant la part d'indétermination puis de reconstruction propre à l'histoire événementielle. Le Consulat et l'Empire sont à redécouvrir dans leur urgence et leurs enchaînements, à rebours d'un bilan surplombant : de même qu'on ne saurait plus aborder Talleyrand après Emmanuel de Waresquiel sans reconnaître pour elles-mêmes chacune de ses identités et cohérences successives, à l'inverse d'un jugement en bloc, les années napoléoniennes sont à décomposer et à déconstruire.

Finir la Révolution (1799-1802)

Deux histoires de l'avènement de Bonaparte se chevauchent désormais. Établie aux lendemains du 18 Brumaire et longtemps hégémonique, la première s'emploie à légitimer le coup d'État comme salutaire en l'état de la France sous le Directoire et au vu du redressement prompt et durable opéré par le Consulat. Forte de la dynamique du bicentenaire, la seconde réapprécie la longue et fertile expérience directoriale, estompe le thème de la rupture de 1799 pour suivre, jusqu'en 1802, la transition vers un autre modèle républicain, en s'affranchissant de la vision téléologique qui rendait inéluctable, dès Brumaire, l'accaparement ultérieur des pouvoirs par Bonaparte. Sans doute faudra-t-il du temps à cette révision universitaire pour supplanter la version familière. Aussi convient-il de se servir du sillon narratif creusé par des générations d'historiens pour infléchir de l'intérieur le schéma dominant : Bonaparte est non pas l'homme de la situation qu'une propagande providentialiste a célébré, mais il est l'homme d'une situation qui a su profiler son personnage en réponse aux attentes de ses contemporains.

L'HOMME D'UNE SITUATION

Toute une tradition a décrit le trajet de Bonaparte, de Fréjus à Paris du 9 au 16 octobre 1799, sinon comme un premier vol de l'aigle, en tant qu'ascension irrésistible d'un général qui, légitimé par l'enthousiasme des foules, a bravé la légalité en quittant l'Égypte sans ordre et en s'affranchissant de la

quarantaine, du moins comme une montée au pouvoir en même temps qu'une descente dans la France en faillite du Directoire. C'est au fil du périple qu'est mise au jour la popularité de Bonaparte, elle-même expliquée par le sort du pays, saisi au niveau des réalités départementales. Instructive à cet égard est l'évocation du brigandage : une mention spéciale est faite à l'entretien, à Avignon, le 11 octobre 1799, entre Bonaparte et le chef de division de gendarmerie Radet, mais rien n'est jugé plus éloquent que l'anecdote du vol des effets du général dans une voiture qui devait le rejoindre à Paris. De là une histoire parallèle de cet automne de la République : sur le devant de la scène, les vivats qui accueillent le vainqueur d'Italie et le conquérant de l'Orient, dont l'image héroïsée a été diffusée dans le pays, et dont l'arrivée à Paris, concomitante avec l'annonce de la victoire terrestre d'Aboukir, est saluée jusque dans les théâtres ; en toile de fond, des populations divisées et démoralisées, un État épuisé par la gabegie administrative, un gouvernement miné par des tensions telles que ses plus éminents membres fomentent un coup d'État, et une Grande Nation exposée aux armées de la deuxième coalition.

En fondant l'argumentaire dans la narration, un tel mode d'exposition entendait donner comme un fait le caractère irrémédiable de la crise directoriale et cautionner le 18 Brumaire en confortant le thème du sauveur attendu par la nation. À cette vision riche en contrastes s'est substituée une approche autrement nuancée. Le cadre même d'une France en péril et donc en quête de l'homme du destin est réfuté. Si la situation de la République, ébranlée par la reprise de la guerre civile dans l'Ouest et par les défaites en Italie et en Suisse, semblait effectivement catastrophique dans l'été 1799, elle apparaît rétablie en octobre. Le scénario d'un général sauveur, revenant en triomphateur pour imposer un nouveau régime, avait été bel et bien échafaudé, mais ce plan du directeur Sieyès a été enterré avec la mort du général Joubert à Novi, le 16 août 1799. Comme en 1793, mais sur un mode mineur, des mesures de salut public ont jugulé les menaces immédiates : les chouans ont évacué Le Mans et Nantes, les royalistes du Midi toulou-

sain se sont débandés, et les troupes de Brune et de Masséna ont été victorieuses à Bergen et à Zurich les 19 et 25-27 septembre 1799. Bonaparte arrive donc à contretemps ; c'est là ce que répond le directeur Gohier au général, qui lui offrait ses services pour justifier son retour. Bonaparte n'aura pourtant de cesse de se présenter comme l'homme de la situation, quitte à la recréer pour la postérité : en 1810 encore, une *Allégorie sur l'état de la France avant le retour d'Égypte*, par Franque, exposait aux visiteurs du Salon une vision ossianique des maux accablant la patrie. Au-delà, c'est la liquidation d'un système taxé d'impuissance qui était légitimée, or ce thème d'un régime moribond en 1799, parce que censé être non viable dès 1795, a également fait long feu. Plus que la rigidité de la Constitution, sont en cause les contradictions d'un État libéral conduit à s'appuyer sur l'armée, sans vraiment en contrôler les chefs comme le souligne Jean-Paul Bertaud, au fil de coups de force répétés, faute d'assurer une alternance qui n'aurait pas le sens d'une contre-révolution.

Le passage d'un schéma historiographique à un autre pourrait troubler. Deux éléments tempèrent toutefois le hiatus. Premièrement, il faut savoir se déprendre des images imposées tout en reconnaissant que l'art par lequel Bonaparte a su offrir à la société française une figure qui corresponde à ses vœux n'est pas réductible au pur opportunisme puisque cela suppose l'alignement du général sur l'horizon d'attente des Français et sur l'état de la culture républicaine après sept ans de guerre. Dans l'échelle des valeurs, l'effacement de la vertu du philosophe au profit de celle du militaire a lancé un culte des héros et favorisé l'ambition de chefs pouvant se camper en défenseurs de la patrie, en protecteurs de la République et en liquidateurs des désordres. Cette aspiration se dessine dans la presse dès 1796. « Général Vendémiaire » ayant tiré au canon sur les royalistes parisiens en 1795, Bonaparte se distingue cependant du « parti des généraux », enrichis par les campagnes et forts de leurs baïonnettes, courtisés et craints par les élites politiques, en ce qu'il épouse également les traits du grand homme légués par les Lumières. Une propagande

entraînante soigne la notoriété de Bonaparte, mettant en avant l'honneur et le souci de la chose publique qui le guident, en une image à la fois rassurante et glorieuse. Ce membre de l'Institut est aussi celui qui a acculé l'Autriche à la paix ou administré la Cisalpine et l'Égypte. Deuxièmement, il reste à s'entendre sur la nature de l'échec politique du Directoire, mis en place par les thermidoriens pour terminer la Révolution sans en renier les acquis. Or ce régime n'a pas pu clore la Révolution, tout au plus l'a-t-il clôturée, en la défendant contre une réaction royaliste. Cela ne suffit pas à rassembler les républicains. En 1799, trois voies s'ouvrent et s'opposent.

La première aspire à une régénération, partiellement mise en œuvre sous l'aiguillon d'une minorité néo-jacobine substantielle au Conseil des Cinq-Cents depuis le printemps, et à la faveur des positions conquises au sein de l'exécutif depuis le coup de force du 30 prairial an VII (18 juin 1799). Cette ligne demeure fragile. L'application de la conscription et des lois sur le clergé se heurte à l'opposition du corps social. L'emprunt forcé irrite les riches contribuables, tandis que la loi des otages (12 juillet), qui menace d'amende ou de déportation d'anciens nobles ou les parents d'un émigré, fait figure de mesure arbitraire par excellence. La mainmise sur des postes de commissaires exécutifs du Directoire auprès des départements est ressentie comme un nouveau rebond dans le cycle des épurations. La sphère officielle, dont l'isolement des autorités lors des fêtes civiques met à nu l'étroitesse, ne doit cependant pas cacher les nouveaux lieux du républicanisme démocratique. Un autre espace de participation est à prendre en compte, celui des assemblées électorales, des quelque 250 cercles constitutionnels, des réunions informelles autour de la lecture de la presse, des pétitions et des plantations d'arbres de la liberté. La troisième option mise sur une refonte de la Constitution dans le sens d'un renforcement de l'exécutif, au service d'une plateforme centriste, et en vue d'une stabilisation sociale gagée sur la classe mitoyenne des citoyens-propriétaires. Fort de sa stature de figure historique de la Révolution et de sa place de directeur, Sieyès en est la tête pensante. La refonte des institu-

Auschwitz
Enquête sur un complot nazi
par Florent Brayard
2012

L'Apocalypse joyeuse
Une histoire du risque technologique
par Jean-Baptiste Fressoz
2012

Allons enfants de la patrie
Génération Grande Guerre
par Manon Pignot
2012

Le Point de vue animal
Une autre version de l'histoire
par Éric Baratay
2012

La Fin
Allemagne, 1944-1945
par Ian Kershaw
2012

Nouvelle Histoire des Capétiens
987-1214
par Dominique Barthélemy
2012

Monarchies postrévolutionnaires
1814-1848
par Bertrand Goujon
2012

Le Crépuscule des révolutions
1848-1871
par Quentin Deluermoz
2012

RÉALISATION : IGS-CP À L'ISLE-D'ESPAGNAC
IMPRESSION : NORMANDIE ROTO S.A.S. À LONRAI
DÉPÔT LÉGAL : OCTOBRE 2012. N° 100083 (00000)
IMPRIMÉ EN FRANCE